

Campagne *Stop corporate impunity*

Semaine de mobilisations des peuples
23-27 octobre 2017 Genève

Le projet de Traité sur les sociétés transnationales et leur chaîne de valeurs en matière de droits humains¹

En 2014 a commencé un processus de réflexion sur un traité contraignant pour les multinationales en matière de droits humains : ce traité vise à ratifier des normes juridiques et des sanctions pénales et financières pour les multinationales en matière de violation : de droits humains, droits du travail, santé des travailleurs et travailleuses, destruction et pollution de l'environnement, expropriations liées à l'extractivisme etc. Suite aux pressions d'ONG et d'associations (People of the Earth international, TNI..) et de certains Etats dont l'Equateur, très impliqué dans le processus, un « groupe de travail intercontinental ouvert » a été mis en place, dans le cadre de la commission des droits humains de l'ONU, regroupant à temps de parole égal les Etats et les organisations de la société civile. Cette session à Genève était la troisième, qui devait aboutir à la présentation d'un projet de texte, un « Traité 0 », pour la poursuite du processus. Les Etats participants devaient se prononcer à l'unanimité (et seulement à l'unanimité, on comprend dès lors la fragilité du processus) pour que celui-ci se poursuive. Lors de la première session ils étaient 60, 80 lors de la seconde et plus de 100 pour la troisième. Fait notable, certains Etats, Etat-Unis et Union européenne en tête, se sont impliqués tardivement dans le processus, en se rendant compte, sans doute sous l'action des lobbies concernés, des conséquences possibles d'un tel traité pour leurs ami-es des multinationales. L'Union européenne, par la voix de son représentant lors de la session, a tout fait pour freiner voire bloquer le processus. Les Etats de l'Union semblent décidément ne pas vouloir d'un tel traité. A l'issue de la session, le rapport a été adopté de justesse, malgré la mauvaise volonté affichée de l'Union européenne, qui a demandé à ce que soit retiré du rapport la mention d'une 4^e session démarrant effectivement l'étude du texte et la mention de la prise en compte des contributions des organisations de la société civile ! Mais vraisemblablement, le processus va continuer, et avec, les oppositions croissantes de certains Etats, Etats-Unis et Union Européenne dans son ensemble en tête. La France peut exprimer une position plus ouverte, il n'en reste pas moins que cela ne s'entend pas dans le discours de la représentation européenne. Rien n'assure que ce traité verra la jour, cela pourrait prendre plus de 10 ans (et pour quel contenu *in fine* ?), mais les efforts des organisations qui le portent ont et auront de plus en plus le mérite de faire entrer cette possibilité -cette nécessité !- dans les esprits et les Etats qui s'y opposeront auront à s'en justifier. **En entendant les témoignages des communautés les plus affectées par les formes multiples d'exploitation dont sont responsables les multinationales partout dans le monde, on ne peut que penser que ce travail à toute son utilité, et que Solidaires doit s'y investir.**

¹ https://www.stopcorporateimpunity.org/wp-content/uploads/2017/10/Treaty_draft-FR1.pdf

Save the date! 23-27th Oct, Geneva!



LA CAMPAGNE MONDIALE POUR REVENDIQUER LA SOUVERAINETÉ DES PEUPLES, DÉMANTELER LE POUVOIR DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES ET METTRE FIN À LEUR IMPUNITÉ.

Cette campagne est portée par une coalition d'ONG, d'associations et quelques syndicats. En France, en sont membres le CCFD, le collectif Ethique sur l'étiquette, Attac, Aitec. FAL (France Amérique Latine)... Pour les syndicats, sous représentés pour l'instant, on y retrouve la CGT française, LAB et ELA pour le Pays Basque, la confédération des syndicats d'Amérique Latine (membre de la Confédération internationale des syndicats), organisations présent-es à Genève, ainsi que Solidaires qui intègre la campagne. Pour les organisations françaises, une coalition locale existe, regroupé dans le Forum citoyen pour la responsabilité sociale des entreprises, qu'a intégré aussi Solidaires. A noter que nos camarades de la CGT espagnole ont aussi adhéré à la campagne mais n'ont pu être présent-es à Genève en raison des événements en Catalogne. Des représentantes du BNC (Europe) de la campagne BDS étaient aussi très impliquées dans les ateliers tenus pendant la semaine.

La campagne est aussi partie prenante du Tribunal permanent des peuples (TPP) sur la violation des droits humains des personnes migrantes et réfugiées et son impunité. Celui-ci s'est tenu, en Europe, une première fois à Barcelone début juillet (Solidaires y était représentée) et la prochaine session aura lieu à Paris début janvier.

Pour lire le communiqué de presse envoyé par la campagne à la fin de la semaine de mobilisation :²

Durant cette semaine, une action réussie au Crédit Suisse a permis de faire de la mauvaise publicité à cette banque qui finance la construction d'un pipeline reliant le Canada aux Etats-Unis, prétexte à l'expropriation des peuples autochtones qui y vivent et gage d'une pollution irrémédiable de leurs terres. Cette action, menée par une cinquantaine de militant-es, les représentant-es des Nations Premières du Canada en tête, a été organisée dans le cadre de la campagne « Justice for climate ».

Pour Solidaires, nous n'attendons évidemment pas la ratification d'un Traité contraignant pour lutter contre les multiples formes d'exploitations dont sont responsables les multinationales. Notre engagement international se concrétise par la construction effective de la solidarité internationale et très régulièrement par la dénonciation des atteintes aux droits et à la santé des travailleurs et travailleuses des multinationales dans le monde, avec les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, de l'Initiative syndicale européenne pour la justice en Palestine³, dans le cadre de la campagnes BDS...

Mais un tel traité, en temps que norme du droit à réaliser, doit être soutenu, il représente une demande réelle des communautés affectées, celle d'un outil juridique international qui sanctionne

² <https://www.stopcorporateimpunity.org/communique-de-presse-146-signatures-de-parlementaires-lettre-ouverte-au-president-de-la-republique-pour-un-traite-de-lonu-droits-humains-et-multinationales/?lang=fr>

³ Contact : etu.palestine@gmail.com

(enfin!) les crimes des multinationales. Nous serons donc aussi très attentifs aux possibilités ouvertes par la loi française sur la Responsabilité sociales des entreprises (RSE) relative au devoir de vigilance des sociétés-mères et des entreprises donneuses d'ordre. Cette loi, bien que très insuffisante et vidée de l'essentiel de son contenu coercitif, impose néanmoins aux multinationales l'obligation de reporting et de plans de vigilance. Nous nous en saisissons pour leur faire toute la très mauvaise publicité qu'elles méritent à tous niveaux – et qu'elles redoutent en terme d'image. Ce qui peut passer par des actions concrètes pour dénoncer, par exemple, l'exploitation du/au travail de celles et ceux qui sont employé-es par les sous traitants des multinationales, comme l'action du 3 novembre devant un Apple store parisien que Solidaires a organisé visant Foxconn en Chine, l'usine qui fabrique les iPhones d'Apple dans les pires conditions. Parallèlement, avec le Réseau syndical international, nous continuons à construire les luttes internationales et la solidarité concrète contre l'architecture de l'impunité dont jouissent les multinationales avec la complicité active de la plupart des Etats.

**S
T
O
P** **multiXploitation**
multinationales
exploitations multiples

Union
syndicale
Solidaires